



1er mai 2010

# GAGNER SUR LES RETRAITES, Sur quoi construire les convergences de lutte?

## **1<sup>er</sup> mai et suites : le rassemblement des travailleurs pour faire plier le pouvoir passe avant l'unité des organisations et 2012**

*Le 1<sup>er</sup> mai peut et doit être le signal d'une large convergence des luttes pour faire plier le pouvoir, mettre en échec sa politique antisociale, notamment sur les retraites. Des manifestations unitaires sont organisées dans des centaines de villes, à l'appel nationalement de 5 syndicats, localement souvent davantage. Tous les partis de gauche appellent à défilier.*

*Très bien mais sur quoi se fait cette unité ? Correspond-elle à l'attente de rassemblement de ceux qui luttent, dans des secteurs de plus en plus nombreux du privé et du public ? A l'attente d'un point de convergence efficace pour faire enfin reculer le gouvernement, au moins d'abord sur une première bataille, afin d'enfin ouvrir la perspective politique ? L'expérience des mobilisations par millions au premier semestre 2009, sans débouché, a montré les limites d'une certaine recherche de l'unité.*

*On ne peut que rester pantois devant l'attitude du PS. Le 26 avril, M. Aubry rencontre Woerth, le ministre de la casse sociale. Sur les retraites, le PS refuse de donner aux Français ses positions et ses propositions ! Il attend le projet du gouvernement pour pouvoir se situer tactiquement en opposition. Le large consensus UMP-PS sur les retraites resurgit (et pas que sur ça !). Il date au moins de la résolution du sommet européen de Barcelone en 2002 signée ensemble par Jospin et Chirac.*

*Du côté des organisations syndicales, la recherche du plus petit dénominateur commun pour l'unité risque d'être un frein au rassemblement des salariés, jeunes et retraités dans la lutte. Qui peut attendre, par exemple, quelque chose de bon du « sommet social » de Sarkozy et du Medef que l'appel commun à 5 organisations pour ce 1<sup>er</sup> mai appelle à préparer ?*

*Pour les retraites, c'est maintenant que doit s'engager la bataille ! Nous apportons cette contribution.*

**UN CALENDRIER ÉTUDIÉ.** Le gouvernement est attentiste. Il mesure l'opposition populaire. Il tente de diluer le débat, de multiplier les pistes, les diversions. En même temps, la politique de dramatisation des « déficits » fabriqués continue. Le rapport du COR annonce un « déficit » de 70 milliards d'euros dans 40 ans. Qui peut prévoir quelque chose sur 40 ans ? Et ce « déficit » n'est qu'un besoin de financement qui correspond d'ailleurs seulement aux profits des entreprises du CAC 40 en 2009. De juin à septembre, pendant les vacances, le pouvoir s'apprête à opérer son coup de force. C'est bien maintenant que la riposte doit monter.

### **QUELLES CONVERGENCES CONSTRUIRE ?**

#### **1- NE RIEN CÉDER SUR LA RETRAITE À 60 ANS.**

Ce droit, acquis de haute lutte, a une valeur symbolique très forte. Le gouvernement veut le remettre en cause à la fois pour pénaliser les retraités et infliger une défaite historique au monde du travail. Il veut donner un signe aussi aux autres pays qu'il suit bien la doctrine de l'UE.

Un rapport de force considérable existe pour la défense de la retraite à 60 ans. Malgré les déclarations d'Aubry, le PS est obligé de s'y rallier. Woerth commence même à étudier l'idée de maintenir le droit au départ mais en instaurant des pénalités à ceux qui partiraient avant 62, 63 ou 65 ans. De même qu'il songe à reporter l'âge auquel tout salarié peut liquider sa retraite à taux plein (65 ans actuellement), ce qui pénaliserait particulièrement les femmes.

#### **2- POUR UNE DIMINUTION DE LA DURÉE DE COTISATION.**

Un nouvel allongement de la durée de cotisation pour une retraite au taux plein est une des pistes avancées par le gouvernement. Depuis la loi Balladur-Veil de 1993 et le passage de 37,5 à 40 ans, les retraités ont perdu 20% de pouvoir d'achat.

De façon subreptice depuis 2009, par décret, le gouvernement allonge la durée de cotisation d'un trimestre par an pour atteindre 41 ans en 2012. Le débat public préalable promis par Fillon en 2003 sur les « conditions démographiques, économiques et sociales » n'a évidemment pas eu lieu. Le gouvernement peut-il aller plus loin et plus vite ?

Pour des retraites pleines à 60 ans, il est plus nécessaire que jamais, non seulement de s'opposer à tout allongement, mais de gagner le retour aux 37,5 annuités, au calcul sur les 10 meilleures années et à l'indexation des pensions sur les salaires (de revenir sur la loi de 93). Un large rassemblement peut avoir lieu sur cette revendication claire qui place la défense du système de financement au centre.

#### **3- PÉNIBILITÉ : ASSEZ DE NÉGOCIATION !**

Depuis 2003, patronat, syndicats et gouvernement négocient sur la prise en compte de la pénibilité. C'est le meilleur exemple que le « dialogue social » n'aboutit à rien (de bon). On voit venir Medef et ministre : on maintiendrait le départ à 60 ans pour certains métiers pénibles tout en reportant l'âge de départ pour tous les autres. Non ! Des départs anticipés à 55 ans (voire 50) doivent être décidés, comme réparation mais aussi comme prévention.

.../...

C'est incroyable qu'on nous pousse à nous résigner à ce que l'es-  
pérance de vie des ouvriers soit plus courte.

**4- PAS TOUCHE AU CODE DES PENSIONS ET AU STA-  
TUT DE LA FONCTION PUBLIQUE !** Une vaste campagne est  
lancée par les media à la solde du pouvoir pour tenter d'opposer, à  
nouveau, les salariés du privé et du public.

Dénonçons les mensonges éhontés : à niveau égal de carrière et  
de qualifications, les pensions sont du même ordre.

L'objectif du gouvernement n'est pas seulement de faire payer les  
fonctionnaires (et les agents relevant de régimes spéciaux) et de  
jouer sur les différences pour abaisser les droits de tous. **Il s'inscrit  
aussi dans une politique générale de casse des services pu-  
blics et du statut de la fonction publique.** Des centaines de mil-  
liers d'emplois sont menacés, une référence sociale pour tous, mais  
aussi une garantie de maintien des principes du service public de  
l'Etat (égalité, impartialité, intérêt général...). **Faisons le lien entre  
casse des retraites et casse des services publics, établissons  
la communauté d'intérêt public/privé !**

**5- DÉFENDRE FAROUCHEMENT LE FINANCEMENT DES  
RETRAITES PAR LA COTISATION SOCIALE !**

Madame Parisot n'a que ça à la bouche : « diminuer les charges  
sociales » ! Le patronat n'a jamais renoncé à remettre la main entiè-  
rement à ce qu'il a dû céder en 1945, grâce notamment au ministre  
communiste Ambroise Croizat, **la solidarité entre salariés actifs  
et retraités, par la part socialisée du salaire, la cotisation so-  
ciale.** Ce système a fait ses preuves alors que la « capitalisation »  
permet, comme aux Etats-Unis, aux capitalistes de s'emparer de  
l'épargne des salariés et de ruiner les retraités.

**Un dangereux consensus, au moins dans les mots, se déve-  
loppe,** même à gauche pour réclamer de « nouvelles formes de  
financement ». Il risque de faire le jeu du Medef.

« **Taxer les revenus financiers** », oui, mais on ne peut pas as-  
seoir les retraites sur cette ressource aléatoire dépendant du capi-  
tal. La finance ne crée pas de richesses, elle pompe celles créées  
par le travail. « Moduler les taux de cotisation en fonction des politi-  
ques de l'emploi » : cela rejoint, même à corps défendant, le pré-  
texte des patrons pour demander des exonérations. Les exonéra-  
tions de cotisations patronales n'ont créé aucun emploi mais grave-  
ment sapé le financement de la Sécu.

Quand le PS évoque de nouveaux financements, on comprend qu'il  
soit discret. Il pourrait donner des idées à la droite. Il parle d'aug-  
menter la CSG de 3,8% à 6,2% pour les retraités imposables. Ce  
serait faire payer les retraites une deuxième fois pour leur retraite. Il  
parle fusionner la CSG et l'impôt sur le revenu, ce qui serait le  
moyen de fiscaliser le financement de la Sécu et d'exonérer com-  
plètement le patronat. M. Aubry veut aussi renforcer le « Fonds de  
réserves pour les retraites », placé en bourse, avec l'argent des  
privatisations...

De son côté, le gouvernement prépare l'opinion à des prélèvements  
exceptionnels, qu'une situation « à la grecque » pourrait prétexter.

**Pas touche au salaire, ni dans sa part nette, ni dans sa  
part socialisée ! N'opposons jamais salaire et emploi !  
Augmenter les salaires et les cotisations, c'est la meil-  
leure façon de prendre sur les profits.**

- La suppression de ces exonérations (33 milliards par an dont  
plus de la moitié votées sous Jospin) est une revendication  
immédiate et rassembleuse. Elles alimentent directement les pro-  
fits et les dividendes et sont supérieures au « déficit » affiché de la  
Sécu.

- Soumettre toutes les formes de rémunération (notamment les  
stock-options des patrons) à cotisation rapporterait plusieurs  
milliards d'euros.

- La cotisation sociale fait aussi le lien direct avec l'emploi : 100.000  
créés, c'est deux milliards d'euros en plus pour la Sécu.

**Un jour quand le besoin s'en fera sentir, il faudra sans doute  
les augmenter, pour partager les gains de productivité. C'est  
un choix de société.** C'est tout simplement continuer à faire fonc-  
tionner notre système solidaire.

**Communistes, avec ces propositions, nous voulons  
contribuer à la bataille pour gagner tout de suite sur  
les retraites.** Notre préoccupation n'est pas de prendre une posture  
d'opposant en vue de 2012. Elle n'est pas non plus d'instrumentaliser  
la question des retraites pour œuvrer à une « recomposition politique »  
à « gauche » ou à « gauche de la gauche ».

Les luttes des salariés sont seules décisives pour permettre une alter-  
native politique. Gagner aujourd'hui sur les retraites, c'est permettre de  
gagner pour l'hôpital public, pour l'éducation, pour la défense de l'in-  
dustrie. C'est permettre de gagner demain, en 2011, en 2012.

LES ÉLECTIONS RÉGIONALES ont montré que moins  
de 1 électeur inscrit sur 8 soutient le gouverne-  
ment. Pour autant, l'abstention a également touché  
la « gauche » qui ne gagne que par défaut. Le pou-  
voir a aussi réussi à refaire dangereusement de  
l'extrême droite un déversoir de colère.

Cette situation de blocage politique institutionnel  
contraste avec le développement des luttes et les  
conditions d'une alternative politique qu'elles  
ouvrent.

Tout est fait pour enfermer la perspective dans le jeu  
politicien de l'alternance, dans le large consensus  
sur le fond entre l'UMP et le PS (UE, retraites, aides

à la finance...). La préparation des élections de  
2012 et le choix des candidats devraient occuper  
tous les esprits? Sarkozy a annoncé qu'il interrom-  
perait les « réformes » au deuxième semestre 2011 !  
Pour rentrer à nouveau dans le jeu de la démagogie  
électorale !

Non, dans la période, l'alternative politique ne se  
trouve pas là, mais dans la convergence des luttes.  
Ensemble, il est possible de faire plier le gouverne-  
ment, d'obtenir une première victoire qui ouvre la  
voie à d'autre.

**Communistes, nous plaçons toute nos proposi-**

**tions et nos actions dans cette perspective.**

Le débat se poursuit dans notre parti. Pour notre  
part, comme des camarades de nombreuses  
sections et fédérations du PCF, nous n'accep-  
tons pas l'idée d'un « Front de gauche » qui sup-  
plante notre parti pour servir de caution à la rési-  
gnation sociale-démocrate dans une nouvelle  
« gauche unie ».

Nous voulons « faire vivre et renforcer le PCF ».  
Il doit retrouver toute son indépendance de pensée  
et d'action au service du monde du travail dans le  
combat contre le capitalisme.

**Adhérez au PCF ! Faites le choix de la lutte !**

NOM:.....Prénom.....

Adresse:.....

Téléphone/Courrier électronique:.....

RENOYER A PCF ,